

Traduction du Bureau international du Travail n'ayant pas de caractère officiel. Effectuée uniquement à des fins d'information, elle ne saurait en aucun cas remplacer la consultation du texte officiel concerné.
Copyright © 2004 Organisation internationale du Travail.

DECRET sur l'exécution de l'obligation de travail

I. DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Le présent décret régit: l'évaluation de l'aptitude physique des personnes astreintes à l'obligation de travail, ainsi que leur enregistrement, leur affectation, leur convocation, leur formation et leur entraînement, ainsi que la formation des équipes de travail pour les besoins des forces armées ou de la Défense nationale.

Article 2

On entend par obligation de travail des citoyens l'exécution de travaux et de tâches auprès de personnes morales et dans les corps de l'administration publique, ainsi que l'exécution de tâches et de travaux pour les besoins des forces armées de la République de Croatie, ou de la Défense nationale.

II. EVALUATION DE L'APTITUDE PHYSIQUE

Article 3

Les personnes astreintes à l'obligation de travail qui sont jugées inaptes à l'exécution de ladite obligation déterminent leur aptitude physique selon la procédure régulière d'évaluation de l'aptitude physique.

Article 4

Les personnes astreintes à l'obligation de travail affectées à des travaux et à des tâches sur des lieux de travail pour les besoins des forces armées ou de la Défense nationale sont jugées aptes à s'acquitter de ces obligations jusqu'au dépôt d'une demande d'évaluation de leur aptitude physique.

La demande visée au premier paragraphe du présent article est déposée au bureau de la Défense qui enregistre la personne astreinte à l'obligation de travail.

Article 5

L'évaluation de l'aptitude physique de la personne astreinte à l'obligation de travail visée à l'article 4 du présent décret est effectuée par la commission de conscription sur la base

de documents médicaux datant de six mois au plus, délivrés par un établissement médical habilité.

III. ENREGISTREMENT

Article 6

L'enregistrement des personnes astreintes à l'obligation de travail qui sont en même temps astreintes au service militaire est effectué par les bureaux de la Défense ainsi que par les personnes morales et les organes de l'administration publique à la disposition desquels lesdites personnes sont placées.

L'enregistrement visé au premier paragraphe du présent article est effectué par les bureaux de la Défense conformément aux décisions d'application du traitement automatique des données des registres militaires.

Article 7

Les personnes morales et les organes de l'administration publique tiennent un registre des personnes astreintes à l'obligation de travail qui sont employées ou affectées auprès d'eux.

Le registre visé au premier paragraphe du présent article contient obligatoirement les données suivantes: nom et prénom, nom des parents, numéro JMBG, date et lieu de naissance, lieu de résidence, niveau d'études, qualifications, profession, affectation et fonction.

IV. AFFECTATION

Article 8

Conformément aux plans de la Défense, les personnes astreintes à l'obligation de travail, pour être à même d'exécuter leurs tâches en temps de guerre, si l'indépendance et l'unité de la République de Croatie sont directement menacées et en cas d'état d'urgence, sont affectées en temps de paix à des travaux et à des tâches, ou à des fonctions auprès de personnes morales particulièrement importantes pour la défense de la République et de personnes morales qui ont été chargées d'une mission en vue de réaliser un objectif de défense au niveau de la nation ou d'une région, dans des corps de l'administration publique ainsi que sur des lieux de travail pour les besoins des forces armées ou de la Défense nationale.

A l'exception des équipes de travail pour les besoins des forces armées ou de la Défense nationale, sont affectées par priorité aux travaux et tâches auprès des personnes morales et dans les organes de l'administration publique les personnes qui y occupent un emploi.

Article 9

Les personnes astreintes à l'obligation de travail qui sont également astreintes au service militaire sont affectées à leur obligation de travail par les administrations compétentes de la Défense conformément à la classification en temps de guerre des personnes morales et des organes de l'administration publique.

Les personnes visées au premier paragraphe du présent article peuvent aussi être affectées auprès d'une autre personne morale quel que soit leur lieu de résidence.

Article 10

Les personnes astreintes à l'obligation de travail sont, en principe, affectées à des travaux et à des tâches correspondant à leur qualification et à leurs aptitudes sur la base de la décision de l'organe compétent qui fixe la classification en temps de guerre.

Les personnes morales particulièrement importantes pour la défense de la République et les personnes morales investies d'une mission en vue de réaliser un des objectifs de défense au niveau de la nation ou d'une région, présentent leur classification en temps de guerre aux organes compétents de l'administration publique afin d'évaluer le bien-fondé du nombre d'emplois et d'obtenir l'accord pour lesdits emplois.

L'organe compétent de l'administration publique visé au deuxième paragraphe du présent article envoie, après avoir donné son accord, la classification en temps de guerre au Ministère de la Défense pour accord définitif.

Article 11

Les personnes astreintes à l'obligation de travail visées à l'article 9 du présent décret sont informées de leur affectation par les organes compétents de la Défense auprès desquels elles sont enregistrées.

Les personnes astreintes à l'obligation de travail qui ne sont pas astreintes au service militaire sont informées de leur affectation par les organes compétents des personnes morales ou de l'administration publique qui les ont affectées à leur obligation de travail.

V. CONVOCATION, FORMATION ET ENTRAÎNEMENT

Article 12

La convocation des personnes astreintes à l'obligation de travail est effectuée par les organes auprès desquels lesdites personnes sont affectées.

La convocation, à l'exception de la mobilisation ou de la mobilisation d'essai, est envoyée à la personne astreinte à l'obligation de travail au plus tard 30 jours avant le jour fixé pour le début de la formation, de l'entraînement ou de toute autre forme de préparation.

Article 13

Les personnes astreintes à l'obligation de travail qui ont un emploi du temps défini peuvent être convoquées pour la formation, l'entraînement et les autres formes de préparation.

Sont astreintes à la formation, aux entraînements et aux autres formes de préparation les personnes affectées auprès de personnes morales à des travaux et à des tâches d'obligation de travail qui sont, du point de vue technologique et des équipements, différents des travaux et des tâches qu'elles accomplissent en temps de paix.

VI. AFFECTATION DES EQUIPES DE TRAVAIL AUX BESOINS DES FORCES ARMEES OU DE LA DEFENSE NATIONALE

Article 14

Afin d'exécuter de façon organisée les travaux et les tâches importants ou nécessaires pour les forces armées de la République de Croatie, ou pour la Défense nationale, des équipes de travail peuvent être formées.

La formation d'équipes de travail pour les besoins des forces armées ou de la Défense nationale est de la compétence de l'administration de la Défense sur le territoire de laquelle les équipes sont formées.

VII. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 15

Le jour d'entrée en vigueur du présent décret est abrogé le Décret sur l'obligation de travail (Journal officiel n° 3/85).

Article 16

Le présent décret entre en vigueur le huitième jour suivant le jour de sa publication au Journal officiel.

Classe: 816-01/93-02/01
N° d'ordre: 5030109-94-2
Zagreb, le 16 février 1994

Le Président
Nikica Valentic